

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 17 au 30 décembre 2012 – n°113**

**Une pleine capacité d'initiative**

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## **Une heure de vérité** Par Michel Guilloux

La gestion du dossier ArcelorMittal de Florange est-elle indicative des rôles respectifs inédits que devraient jouer le pouvoir politique et « dialogue social » dans le programme de François Hollande mis en musique par le premier ministre? Inédit, le cas l'est sans conteste : le gouvernement signe un accord avec un patron qui n'a d'œil que sur la courbe de ses profits et dividendes ; puis il admet de recevoir ensuite les syndicats du site pour que ces derniers puissent le consulter. Circulez, il n'y a qu'à voir. Pas touche au contenu. Triomphe de l'arrogant financier sur toute la ligne. Mittal va même jusqu'à fragiliser l'emploi et l'avenir du site de Loire-Atlantique du groupe dans le fief de Jean-Marc Ayrault. Impuissance du politique qui rappellerait l'épisode Michelin de l'avant 2002... La capitulation d'aujourd'hui ne passe pas aussi bien que la résignation d'hier, qui ouvrit, en désespérant les uns, à la poussée des autres, en particulier du Front national.

S'agissant de la Lorraine, nombre de salariés, de jeunes comme de chômeurs et retraités, ont mis leur espoir, là comme ailleurs, dans le changement après 5 années de droite ultra, de mensonges communs à Nicolas Sarkozy et Lakshmi Mittal à Gandrange. Les jours qui viennent diront comment le peuple des forges réagira à l'affront et au sacrifice annoncé des générations actuelles et à venir. Au

sein même du Parti socialiste, le malaise traverse ministres et députés. À gauche, le secrétaire national du PCF résume la question posée au nouveau pouvoir politique : « Le gouvernement s'engage-t-il, par la nationalisation ou tout autre contrôle public, à assurer l'avenir industriel de Florange et d'Arcelor en France? Oui ou non? » De la réponse « dépend l'avenir de gens qui se battent courageusement pour la survie de leur emploi, pour l'indépendance sidérurgique de la France ».

La puissance publique a-t-elle à se manifester pour défendre l'intérêt général dans des secteurs stratégiques, aujourd'hui sacrifiés par l'esprit de rente financière? Médicament, eau, acier, secteur bancaire doivent-ils être considérés comme des biens communs nécessaires au développement et au redressement du pays? Comment les gérer autrement? Et quels droits nouveaux accorder aux salariés, à tous les salariés? Voilà ce qu'attendent beaucoup, à gauche, et qu'il est grand temps d'exprimer à haute voix face à la brutalité des uns et aux reculades des autres.

Les jours qui viennent diront comment le peuple des forges réagira à l'affront et au sacrifice annoncé.

## **Les communistes veulent rallumer les étoiles**

Les adhérents du Parti Communiste Français étaient appelés aux urnes ce 14 et 15 décembre 2012 afin de déterminer leur base commune de discussion pour leur 36ème congrès, qui se tiendra du 7 au 10 février 2013 à Aubervilliers. Dans un processus de travail qui commence à prendre son essor, 54,19% des inscrits se sont déplacés pour départager les 4 propositions qui étaient en débat.

Le texte proposé par le Conseil national du PCF, « Il est grand temps de rallumer les étoiles - Humanifeste du Parti Communiste à l'aube du siècle qui vient », a été adopté à 73,15% des suffrages exprimés. Le texte alternatif numéro 1, « Unir les communistes pour un PCF de combat, marxiste,

populaire et rassembleur » a obtenu 11,08% ; le texte alternatif numéro 2, « Combattre l'austérité, en finir avec le capitalisme », a obtenu 9,95% : et le texte alternatif numéro 3, « Un parti résolument communiste dans l'affrontement de classe ni abandon ni effacement », a obtenu 5,82%.

Ce résultat marque une forte volonté des communistes de poursuivre et amplifier la dynamique engagée depuis leur dernier congrès. Il témoigne également du souffle et de l'ambition par lesquels ils veulent nourrir leur combat face à la crise et au capitalisme, dans une Révolution citoyenne plus que jamais nécessaire.

## **Vote 14 et 15 décembre 2012 - Résultats - Haute-Savoie**

Section	Adhérents	Cotisants avant le 14 décembre	Cotisants au 15 décembre Inscrits	Votants	Blancs Nuls	Exprimés	Base commune	%	Alter 1	%	Alter 2	%	Alter 3	%
Annecy	109	69	74	29	1	30	24	80,00%	4	13,33%	0	0,00%	2	6,67%
Faverge	10	7	7	2										
Chablais	72	60	67	33	1	32	21	65,63%	1	3,13%	9	28,13%	1	3,13%
Faucigny	36	27	27	19	0	19	18	94,74%	1	5,26%	0	0,00%	0	0,00%
Genevois	77	65	67	18	0	18	7	38,89%	4	22,22%	6	33,33%	1	5,56%
Passy	15	14	14	7	0	7	7	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Sallanches	6	6	6	3	0	3	3	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>325</b>	<b>248</b>	<b>262</b>	<b>111</b>	<b>2</b>	<b>109</b>	<b>80</b>	<b>73,39%</b>	<b>10</b>	<b>9,17%</b>	<b>15</b>	<b>13,76%</b>	<b>4</b>	<b>3,67%</b>

Le texte adopté est désormais le bien commun de l'ensemble des communistes. Mais ce vote est loin de clore les débats. Il ouvre une nouvelle phase de notre réflexion qui doit nous permettre d'approfondir et de préciser nos analyses comme nos orientations. Qui doit nous permettre également nous rassembler plus encore. Dans les semaines qui viennent, nous appelons les communistes à poursuivre le travail engagé afin d'enrichir cette base commune et de faire de notre congrès un événement politique retentissant pour notre peuple.

Pierre Dharréville, membre du Conseil national du PCF, responsable de la commission du texte

**Motion de l'AG des communistes du Chablais** L'A.G. des communistes du Chablais a eu lieu le 14 décembre 2012 à Sciez. Elle a réuni 15 participants, 8 camarades étaient excusés. La Section comporte 67 camarades à jour de leur cotisation.

L'A.G. porte à la connaissance des directions du PCF les remarques qui suivent :  
1/ Elle souligne le caractère compliqué de la présentation du document qui rend sa lecture très difficile, qui plus est dans un laps de temps très court.

2/ Elle exprime son désaccord absolu sur l'utilisation d'expressions qui lui semblent céder à des modes et sont totalement dépourvues de sens politique. C'est le cas du titre : " Il est grand temps de rallumer les étoiles" .. et du terme Humanifeste.

## Pub anti-IVG : "Le Nouvel Obs pourrait faire don des sommes perçues aux centres des plannings familiaux"

Comment un journal comme le Nouvel observateur peut-il se fourvoyer par la publication d'une pub anti-IVG ? Ce journal qui se dit respectueux des principes de la république, est l'auteur de la publication de « Vous trouvez cela normal : on arme les bateaux pour défendre les baleines et on laisse l'embryon sans défense » imagé par un embryon à la queue de baleine. Soudain le sort des baleines ne serait plus dicté par le rapport financier que s'empochent quelques marchands sans scrupule.

Une publicité anti-IVG commanditée par la fondation Lejeune à l'origine de la formation des commandos anti-IVG. La fondation Lejeune débord de haine contre les femmes. Après avoir comparé l'IVG à un génocide, elle joue avec le sort des baleines et la complaisance de médias prêts à n'importe quoi pourvu que cela rapporte. Nous demandons à tous les journaux de refuser de telles publicités, et nous suggérons au Nouvel Observateur, même s'il est excusé de l'avoir publiée, qu'il fasse don des sommes perçues aux centres des plannings familiaux.

## On ne combat pas la misère en maintenant des millions de personnes sous le seuil de pauvreté

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a annoncé plusieurs mesures de lutte contre la pauvreté. Il faut se féliciter de la volonté affichée par le gouvernement de vouloir combattre ce fléau qu'est la pauvreté qui touche maintenant 1 Français sur 8. Cela marque une rupture attendue avec la droite pour qui, les plus pauvres, étaient considérés avec cruauté comme des assistés.

Reste que la volonté affichée ne sert pas à grand chose si les moyens ne sont pas aux rendez-vous. Et hélas, il est à craindre que ce soit le cas. Annoncer l'augmentation de 10% en 5 ans ce n'est jamais qu'un retour au montant du RMI, équivalent à un demi SMIC lors de sa création. Cela ne met pas plus de beurre dans les épinards ! Une réelle rupture aurait été de se fixer comme objectif d'augmenter le cumul des minima sociaux au dessus du seuil de pauvreté, soit 950 euros par mois. On ne combat pas la misère en maintenant des millions de personnes sous le seuil de pauvreté.

Le contrat d'insertion destiné aux jeunes non qualifiés pour bénéficier d'un RSA laisse un goût amer. Une fois encore, il est demandé plus aux jeunes pour qu'ils bénéficient ce qu'ont, de plein droit, les plus de 25 ans. C'est regrettable et infantilisant. Les travaux annoncés sur le sur-endettement ou l'"amélioration conséquente des aides aux familles mono-parentales" peuvent être positifs si le gouvernement consent à desserrer l'étreinte d'une austérité qui fait plonger le pays. Il ne sert à rien de faire des économies sur le dos de la solidarité. Plus les difficultés sociales sont traitées en amont, moins elles coûtent chères en terme de santé, d'école, ou d'emploi. La générosité rapporte plus qu'elle ne coûte !

Enfin, un autre grand chantier reste toujours devant nous : celui de mettre fin à la méfiance des usagers et des allocataires à l'égard des services sociaux ou de la Caisse d'allocation familiale qui ont été instrumentalisés dans le cadre d'une politique de contrôle social et non d'accompagnement social. Il en est grand temps.

## Gérard Depardieu nous joue l'avare mais ce n'est pas un rôle de composition

Après Bernard Arnaud, la plus grande fortune de France, voici au tour de Gérard Depardieu, l'acteur français le mieux payé, de succomber aux charmes fiscaux de la Belgique. Inquiétante épidémie qui commence sérieusement à gréver les recettes budgétaires de l'État. Cet exil fiscal qui n'empêche pas l'admiration pour l'inoubliable interprète des « valseuses » est insupportable.

Sa carrière n'en déplaît à son talent, il la doit aussi à ses compatriotes. En refusant de payer ses impôts, de participer à la solidarité nationale, le très oubliaable soutien de Nicolas Sarkozy durant la dernière campagne électorale, entache durablement son image auprès des Français. A l'heure où la France connaît un record de pauvreté, 8,6 millions de pauvres, Gérard Depardieu nous joue l'avare mais ce n'est pas un rôle de composition.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

## Santé/GCM : le gouvernement doit arrêter l'austérité sanitaire

Les restructurations, les fermetures d'activité, la diminution des réponses aux besoins de santé dans les Bouches du Rhône comme dans l'ensemble du pays constituent une situation totalement inacceptable.

Ce n'est pas pour cela qu'une majorité s'est dégagee pour en finir avec la politique de Sarkozy. Ce sont bien les conséquences des choix politiques fait depuis près de 30 ans qui se concrétisent ainsi. Ce sont les conséquences des directives européennes de 1992, transplantés dans le droit français en 2001 par transformation du Code de la mutualité permettant la libre concurrence des complémentaires de santé, les séparant de leurs œuvres sociales. Il faut vraiment en finir avec la poursuite de ces politiques !

Il n'est pas possible de faire une autre politique en laissant les agences régionales de santé continuer de mettre en œuvre la loi «hôpital, patients, santé, territoires» (HPST) dite Bachelot.

C'est dans ce cadre que les restructurations décidées par le Grand conseil de la mutualité ont été prises. Elles se traduisent par une crise sans précédent au niveau des structures de santé de proximité, dans les possibilités de réponses aux besoins de santé d'une grande partie de la population. Ces décisions ne sont pas acceptables. Depuis le début, nous œuvrons pour le rassemblement de l'ensemble des mutualistes, usagers, salariés et médecins, afin de permettre le développement d'une offre de soins ambitieuse, s'appuyant pleinement sur les avancées de la médecine sociale. Nous soutenons totalement les personnels licenciés.

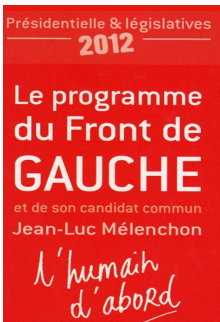
Nous poursuivons dans cet esprit afin de mettre les premiers responsables, les dirigeants politiques de notre pays, devant les choix qui leur incombent. Pour sa part, nous pensons avec de nombreux mutualistes, que le mouvement mutualiste doit prendre conscience de sa force et s'opposer aux logiques d'accompagnement pour se déployer pleinement. Les intuitions fondamentales qui ont conduit dans les Bouches-du-Rhône à la création des centres de santé mutualistes doivent être défendues et développées.

Nous agissons avec détermination comme nous le faisons depuis le départ pour sauvegarder et développer les œuvres mutualistes en refusant d'opposer toutes les initiatives qui iront dans le sens d'un développement de la médecine sociale.

Il faut que la Ministre de la santé prenne la mesure de la situation et débloque d'urgence les fonds pour pérenniser une réponse de proximité de qualité avec la sauvegarde des Centres de santé mutualistes dans leur concept original de réponse pluridisciplinaire et sans dépassement d'honoraires. C'est une question de justice sociale et d'urgence sanitaire. Le changement doit être concret et positif pour la population des Bouches du Rhône.

Jean Luc Gibelin, Membre de l'exécutif national du PCF, Responsable national du secteur « santé et protection sociale »  
Pierre Dharréville, Secrétaire départemental du PCF 13, Membre du conseil national du PCF

Marcel Touati, Responsable départemental du secteur « santé et protection sociale » PCF13

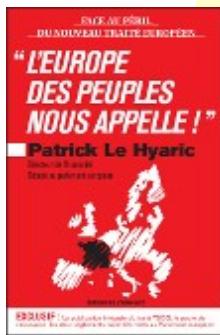


### A lire

**L'Humain d'abord**, programme du Front de Gauche.

Demandez-le aux militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et député européen, décrypte les menaces du nouveau traité européen.







### **Florange / Ayrault : « Quid du redressement productif ? »**

Les 2 heures de réunion à Matignon, entre le gouvernement et les syndicalistes de Florange ont détricoté l'accord de Jean-Marc Ayrault avec Mittal. « Florange n'est pas sauvé et l'accord est une coquille vide » ont déclaré les syndicalistes à leur sortie. Le premier ministre est, au final, bien seul à défendre son choix sur les plateaux de télévision : « pas de plan social », peut-il répéter sans conviction. Fermeture des hauts fourneaux, diminution des effectifs, investissements minimum... Bref, le gouvernement accepte le pouvoir du financier indien.

Quid du choix combatif de nationaliser, quid des repreneurs solides non reçus par François Hollande, quid du redressement productif? La seule bonne nouvelle de la soirée, c'est que les syndicats ressortent plus unis et plus combatifs après leur sortie de Matignon.

Le PCF continue à exiger une table ronde et la nationalisation, condition pour porter un vrai avenir industriel pour Florange.

### **Indexons la revalorisation du SMIC sur celle des salaires des patrons du CAC 40 !**

Michel Sapin, le ministre du Travail, l'a annoncé. Il n'y aura pas de coup de pouce pour le SMIC autre que la revalorisation automatique de 0,3% du 1er janvier. C'est une déception et un mauvais service rendu à l'économie du pays qui nous conduit inéluctablement à la récession. Pierre Moscovici vient d'ailleurs de l'avouer en baissant les prévisions de croissance pour 2013.

Les faits sont têtus, la stagnation des salaires étouffe l'économie. Cette tendance se vérifie dans tous les pays qui font le choix de l'austérité et du gel des salaires. Tous, sans exception, voient leurs perspectives de croissance et de développement s'assombrir. Il est temps de changer de logique.

Pourquoi ne pas indexer le SMIC sur l'augmentation des salaires des patrons du CAC 40? Soit 5% de plus pour cette année. Pourquoi ce qui est possible pour un grand patron ne pourrait pas l'être pour un smicard ?

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

### **Viticulture : L'Europe doit maintenir ses droits de plantation**

La Commission Européenne, via un groupe d'experts doit rendre copie ce vendredi 14 décembre 2012 sur le maintien ou non des droits de plantation viticole. En effet dès 2008, Mariann FISCHER BOEL alors Commissaire Européenne à l'Agriculture avait proposé l'abandon des droits de plantation pour 2016. A l'époque, le Ministre de l'Agriculture, Michel BARNIER, l'avait accepté pour la France. Il s'agit dans la logique de la concurrence libre et non faussée de libéraliser la plantation de vignes, le marché faisant foi. Seuls les grands marchands de vins (Comité Européen des entreprises du vin - CEEV), sont favorable à un tel démantèlement dans l'objectif de produire et commercialiser demain des boissons alcoolisées à base de raisin, au prix mondial, appartenant à quelques groupes multinationaux.

La Commission Européenne, persiste à ne pas vouloir maintenir le système actuel de droit de plantation, faisant fi, depuis quatre ans, des viticulteurs, syndicats paysans, Présidents de régions viticoles (40 régions), Parlementaires, Chefs d'États et de gouvernements dont quinze pays aujourd'hui souhaitent son maintien.

En écho, aux mobilisations viticoles, aux légitimes revendications professionnelles et citoyennes, le PCF, est favorable aux outils de gestions et de régulations, de la Politique Agricole Commune, au moment où l'Union Européenne menace de l'achever en rognant son budget de 25 milliards d'euros.

Avec le Parti de la Gauche Européenne (PGE), nous militons à une politique alimentaire et agricole européenne, répondant aux besoins humains. Pour notre part nous appelons au maintien des droits de plantation dans l'Union Européenne, préalable à une production de qualité, rémunératrice pour les travailleurs.

Au lendemain du Conseil National du PCF qui a décidé d'une campagne sur l'alternative à l'austérité, les communistes en définissent les modalités appropriées à leurs quotidiens. En ce sens, le PCF a pris l'initiative d'une journée sur la viticulture, le 12 décembre, dans l'Aude. Un rendez-vous pour échanger, proposer, et conjuguer à la lutte pour la relocalisation du vignoble, l'action pour l'emploi et l'avenir de nos territoires.

Délégation du PCF composée de Cécile Cukierman, Sénatrice de la Loire, Xavier Compain, Membre du Conseil National du PCF, chargé de l'Agriculture, Amandine Carrazoni, Secrétaire Départementale de l'Aude, Serge Lepine, Maire de Camplong d'Aude.

### **Palestine : « Inacceptables sanctions israéliennes contre les palestiniens »**

Les consternantes représailles à l'admission de la Palestine comme État observateur à l'ONU suscitent une indignation légitime et de multiples condamnations dont celle du Parti Communiste Français et bien d'autres forces politiques et sociales de notre pays, attachées à la nécessité d'agir pour la paix et pour le droit.

Les dirigeants israéliens ont annoncé 3000 nouveaux logements dans les blocs de colonies de Jérusalem-Est et de Cisjordanie. Ils ont confirmé un projet de colonie qui, près de Jérusalem-Est, couperait en deux la Cisjordanie s'il était réellement achevé. Enfin, ils ont notifié la construction de 1700 autres logements dans la colonie de Ramat Schlomo, à Jérusalem-Est. Ces projets provocateurs sont inacceptables. Ils constituent autant de faits accomplis pour sanctionner les Palestiniens en les dépossédant des territoires qui constituent leur État.

Ce sont de graves décisions qui appellent des réactions et des initiatives pour empêcher concrètement leur mise en œuvre. C'est Israël qui doit être sanctionné.

Pourtant, que font les gouvernements européens dont la France ? Ils se concertent. Ils étudient. Ils consultent. Ils envisagent des mesures. Ils imaginent des options... Mais ils ne font rien alors qu'il y a urgence. Aujourd'hui, c'est un État observateur aux Nations Unies qu'Israël persiste à occuper et coloniser. N'importe quel autre pays se permettant une telle politique serait qualifié d'État voyou et sommé d'obtempérer sur le champ. Même en Israël certains dirigeants contestent les décisions scandaleuses de Netanyahu et de son gouvernement d'extrémistes.

Combien de temps faudra-t-il encore pour que les autorités françaises se décident à assumer complètement, en permanence -et pas seulement le temps d'un vote à l'ONU- son rôle de membre permanent du Conseil de Sécurité ?

## VOEU CONTRE LES LICENCIEMENTS

### BOURSIERS : Adopté

#### La Région Rhône-Alpes demande l'interdiction des licenciements boursiers

Lyon, le 14 décembre 2012

Le groupe Front de Gauche qui présentait ce jour un vœu cosigné par le groupe EELV à l'assemblée régionale demandant au Gouvernement une loi contre les licenciements boursiers a obtenu satisfaction. Non amendé, il a été voté selon les modalités suivantes :

« Le Conseil Régional Rhône-Alpes demande au Président de la République, au Gouvernement et à la représentation nationale :

- de légiférer en urgence et de présenter au Parlement un texte visant à interdire les licenciements boursiers,
- d'exclure du champ légal des licenciements économiques ceux qui sont effectués dans des entreprises ayant reversé des dividendes à leurs actionnaires au titre d'au moins un des deux derniers exercices comptables,
- d'interdire aux entreprises qui ont bénéficié d'aides publiques de réaliser des licenciements boursiers sous peine de remboursement de celle-ci. »

Après la Bourgogne, l'Auvergne et Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes devient la 4ème Région à formuler cette demande.

Toutefois nous déplorons l'attitude du groupe PS qui n'a pas souhaité prendre part au vote alors que les socialistes l'ont déjà voté au Sénat et dans 3 autres Régions.

Dans une Région comme Rhône-Alpes, confrontée à une situation particulièrement dramatique dans le domaine des suppressions des emplois industriels et des fermetures d'entreprises, le courage politique aurait été de marquer d'un acte fort de notre majorité régionale cet ultime vote pour 2012, afin de clamer notre volonté que le Gouvernement prenne enfin les décisions qui s'imposent face à la crise.

Après une gestion calamiteuse du dossier Arcelor-Mittal au niveau national, et alors que nous avons en Rhône-Alpes des entreprises comme THALES, MOLEX, MERK Santé ou les SANOFI qui étaient venus assister à la session, ils sont en droit d'attendre que la puissance publique prenne un acte législatif fort en défense de l'emploi et pour préserver notre capacité industrielle menacée par la course cupide aux profits financiers.

Ce vœu s'inscrit dans la continuité du travail réalisé depuis plusieurs semaines par la Vice-présidente communiste à l'emploi, Christiane PUTHOD, qui a rencontré les représentants des salariées de SANOFI à plusieurs reprises afin de travailler avec eux en cohérence et dans la durée pour une sortie vers le haut.

Nous nous félicitons de l'adoption de ce vœu qui nous l'espérons, entraînera d'autres Régions de gauche et qui remplira alors le rôle qui lui est imparti de pression et d'alerte auprès du Gouvernement.

### Justice: tout serait-il permis quand on est militaire?

Depuis ce vendredi 7 décembre il est possible pour des militaires français, et notamment de hauts gradés, de procéder à une véritable exécution sommaire au mépris de la loi et ces principes de l'État de droit sans risquer une seule journée de prison. En étouffant un "coupeur de routes" avec un sac plastique sur une route de Côte d'Ivoire, plusieurs militaires français se sont rendus coupables de meurtre mais ils sortent libres du tribunal. Quelle que soient la lourdeur des charges pesant sur cet activiste ivoirien, un tel acte est totalement contradictoire avec les règles civiles et militaires françaises sur les plans juridique et éthique. On comprend la colère qu'un tel jugement peut susciter. Il est consternant que la cour d'Assise de Paris ait pu estimer que l'acte des militaires porte gravement atteinte aux valeurs de la République sans en tirer de conséquences judiciaires. Le Parti Communiste Français exprime sa stupéfaction et son indignation devant un tel jugement

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, sénateur de Paris

## Changement climatique : Doha ne restera pas dans les annales!

Doha se devait de travailler pour limiter à 2°C le réchauffement de la planète sans attendre 2015. L'Organisation météorologique mondiale annonçait que la teneur de l'atmosphère en GES avait atteint un nouveau pic en 2011. Selon le Programme des Nations-Unies pour l'environnement, si aucune mesure d'urgence n'est prise, la hausse de la température moyenne de la planète au cours du siècle sera de 3 à 5°C.

Après 15 jours de débat, la conférence de l'ONU sur le climat s'est conclue par un accord à minima. Il donne naissance à l'acte II du protocole de Kyoto. C'est la pièce maîtresse de l'accord. Il engage l'Union Européenne, l'Australie et une dizaine d'autres pays industrialisés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. Mais sa portée est essentiellement symbolique car les pays engagés ne représentent que 15% des producteurs de GES dans le monde. Cet accord est déjà dénoncé par la Russie qui y voit un passage en force. La délégation américaine a également dit « ne pas accepter » certains points dans les textes annoncés comme adoptés.

Les pays du Sud attendaient des pays développés qu'ils s'engagent à verser 60 milliards de dollars d'ici 2015, pour assurer une transition entre l'aide d'urgence de 30 milliards pour 2010-2012, et la promesse des 100 milliards par an d'ici 2020. La perspective de mobiliser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 avait été déjà adoptée en 2009 à Copenhague. Les grands pays bailleurs de fonds ont refusé de s'engager sur une telle somme.

Que faire? L'avenir de l'Humanité est entre les mains des peuples. Par leur action commune, ils sont les seuls capables de faire bouger les choses. L'urgence est à la mobilisation. Depuis Copenhague on va d'échec en échec. Les intérêts financiers dominent. Les gouvernements campent sur leur égoïsme. L'UE n'échappe pas à ses contradictions. La France suit les directives européennes.

La France a fait officiellement candidature à la conférence sur le climat de 2015. D'ici là, le PCF contribuera avec ses partenaires français et européen à élargir le rassemblement indispensable pour contraindre les états à amorcer d'urgence le redressement nécessaire.

### Décès d'Oscar Niemeyer : « L'un des génies de l'architecture du XXe siècle vient de s'éteindre »

L'un des génies de l'architecture du XXe siècle vient de s'éteindre. Le Brésil et le monde sont en deuil. Oscar Niemeyer n'est plus. Le Parti Communiste Français perd l'un de ses camarades les plus fidèles; un de ses camarades les plus créatifs, celui qui a donné aux communistes de France leur siège, place du Colonel-Fabien à Paris.

Oscar Niemeyer, militant communiste brésilien menacé par la dictature dans son pays, avait trouvé asile en France en 1966. C'est dès cette année-là que naquit l'idée d'élever la maison des communistes, à l'emplacement de ce qu'avait été le point de ralliement, d'accueil et de transit des volontaires de toutes nationalités qui constituèrent les Brigades internationales de solidarité avec la République espagnole attaquée par le général fasciste Franco. Cette œuvre, l'Espace Oscar-Niemeyer, qui fut conçue par lui pour « représenter la lutte commune contre la misère, la discrimination, l'injustice » est à présent classée au titre des monuments historiques.

Travailleur acharné, Oscar Niemeyer a mené une existence de bâtisseur et de novateur, mettant au monde des œuvres imaginées pour que « les hommes et femmes heureux sentent la vie dans toute sa plénitude et sa fragilité ». S'entourant de multiples talents, Oscar Niemeyer prit soin de former de nouvelles générations d'architectes, de techniciens et d'ingénieurs. Il a pensé et créé Brasília, la nouvelle capitale du Brésil, comme « un acte démocratique » pour sa nation.

Oscar Niemeyer portait en lui la jeunesse du communisme, il l'a portée jusqu'à son dernier souffle. Son œuvre est révolutionnaire parce qu'il aimait l'humanité et la vie qui n'a de sens que dans la solidarité et la Fraternité Du Genre Humain.

Le Parti Communiste Français partage la profonde peine de sa famille en se joignant à l'hommage national et international qui lui est rendu en ce 6 décembre, et convie les amis et admirateurs d'Oscar Niemeyer à venir témoigner leur affection au siège du PCF à Paris où un cahier de condoléances est ouvert. Le PCF organisera prochainement un hommage public et deux journées portes ouvertes permettant aux Parisiens de visiter l'œuvre du créateur extraordinaire que fut Oscar Niemeyer.

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti Communiste Français

## A Marseille, Pierre Laurent lance un appel à refonder la République

« Refonder la République - reconquérir la liberté, reconstruire l'égalité des droits et refonder la fraternité », vous trouverez ci-dessous le discours prononcé par Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, à Marseille le 15 décembre 2012 à l'occasion de l'initiative du PCF sur la République.

Mesdames et messieurs, Chers amis, chers camarades, Nous sommes réunis ici, dans cette belle et grande ville populaire de Marseille, pour lancer un appel.

Oui, ici en 2012, 220 ans après la proclamation de la République, nous le clamons haut et fort : la République, notre République, est à refonder.

Oui, la République, celle qui clame sur ses frontons « Liberté, Égalité, Fraternité », celle qui ne reconnaît que la souveraineté populaire, doit reprendre le combat.

Parce qu'elle est abîmée, défigurée, salie. Abîmée par l'indécence des inégalités et la violence des discriminations ; défigurée par l'arrogance des pouvoirs de l'argent, le poison des divisions et des concurrences à outrance ; salie par le racisme banalisé du Front national et d'une partie grandissante de l'UMP.

Les mots ne suffisent plus.

La République n'est pas un drapeau dans lequel il fait bon se blottir si c'est pour, aussitôt après, s'essuyer les pieds sur ses valeurs comme sur un paillason.

La République a toujours été un combat. La France a progressé et rayonné dans le monde chaque fois qu'elle s'est hissée au devant de ses valeurs fondatrices. Elle s'est déshonorée chaque fois qu'en son nom, ces valeurs ont été trahies.

La République n'est elle-même que quand elle fait vivre au quotidien, concrètement, ses principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

Et aujourd'hui, en 2012, nous le disons, le combat doit reprendre, vite et fort, avant que la République ne s'abîme un peu plus encore.

Une nouvelle page doit s'écrire, que nous baptisons VI<sup>e</sup> République.

C'est aux volontaires marseillais, partis en juillet 1792 de la rue Thubaneau à Marseille pour marcher sur Paris, que fut distribué un tiré-à-part avec les paroles de l'hymne écrit par Rouget de l'Isle.

Cela faisait 2 ans déjà que les révolutionnaires diffusaient la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » depuis que Robespierre en avait fait la proposition dans son Discours sur l'organisation des gardes nationales.

« Liberté, égalité, fraternité », la devise nationale mettrait encore du temps à s'imposer officiellement définitivement mais depuis lors, elle n'a jamais plus quitté l'imaginaire républicain de notre nation.

On n'a rien fait de plus révolutionnaire depuis.

Qu'un peuple, qu'une nation décrète l'abolition des privilèges, proclame que « tous les hommes naissent libres et égaux en droits », et en fasse sa loi suprême, on n'a rien fait de plus révolutionnaire depuis.

Ces 3 mots, inscrits au fronton de nos mairies, de nos écoles, ces 3 mots sont les piliers de la France, du pays qui nous unit, de chaque femme, de chaque homme, né ici, et de chaque femme, de chaque homme qui choisit notre pays pour y vivre, qui le choisit pour nation.

On n'a rien fait de plus révolutionnaire depuis.

Il n'est pas donc étonnant qu'il ait toujours fallu se battre pour que ces mots passent de nos frontons à la réalité. Les

privilegiés, hier ceux de l'Ancien régime, aujourd'hui les nouveaux aristocrates de la finance, ne s'y sont jamais résolus. Ils n'ont jamais cessé, pour entraver ces principes, d'en limiter la portée, de diviser, d'opposer, de discriminer, de séparer, de hiérarchiser, de mettre en concurrence les individus entre eux.

Nous voulons une société d'individus librement associés, solidaires et égaux en droits. Eux défendent une société d'exploitation de l'homme par l'homme.

Jean Jaurès ne s'était pas trompé sur la portée historique de l'invention républicaine, lui qui qualifiait la République proclamée en 1792 de « sublime nouveauté du monde ».

« Que ce peuple, écrit le fondateur de l'Humanité, où il n'y avait pas d'esclaves, où il n'y avait pas de serfs et où, depuis le 10 août, tous les citoyens étaient égaux, s'élevât à la République, et qu'il devînt, vraiment, tout entier, dans tous ses éléments, un peuple de rois, voilà [...] la grande nouveauté et la grande audace ».

Aujourd'hui à nouveau, mes amis, mes camarades, il faut pousser les privilégiés vers la porte. Notre République souffre trop. L'heure de l'audace, celle de l'égalité, a de nouveau sonné.

Car à toutes celles et à tous ceux qui s'interrogent, et qui devant ce spectacle d'injustices qui n'en finit pas, se demandent : « Sommes nous impuissants ?

Je réponds avec conviction : « Non, nous ne sommes pas impuissants mais divisés ». Ce n'est pas du tout la même chose.

Et tant que nous sommes divisés, les privilégiés règnent. Ils nous isolent, ils nous opposent. Et la division des exploités, des dominés c'est leur force.

Comment s'y prennent-ils pour entretenir et développer ce climat de division ? Tout est fait pour que chaque être humain se sente plongé dans un climat permanent d'insécurité sociale, culturelle, existentielle.

Chacun de nous se sent menacé.

Désormais, un Français sur deux se déclare pauvre ou pense qu'il peut le devenir.

Il y a des milliards qui vont et viennent d'un bout de la planète à l'autre par de simples clics informatiques comme si le monde se réduisait à une gigantesque caisse enregistreuse. C'est nous, par notre travail, qui mettons cet argent en caisse, mais nous n'en tirons aucun bénéfice.

Des millions d'entre nous, de plus en plus nombreux, ont le sentiment de vivre en sursis.

Qui n'a ressenti au moins une fois qu'à tout moment, qu'au moindre coup dur, tout est compromis, qu'on peut tout perdre, que l'avenir est bouché, que la situation nous échappe. Certains en viennent à se dire qu'ils s'en tireraient bien mieux tout seuls en la « jouant perso » puisque, maintenant, dans la vie comme dans le commerce, on dirait qu'il faut éliminer les concurrents pour s'en tirer, car il n'y a pas de place pour tous.

Le matraquage sur l'austérité, sur la compétitivité, qui ignorent toutes ces fortunes capitalistes qui se gavent sur notre travail, est leur arme de division massive. Chacun est renvoyé à lui-même.

Éduquer ses enfants, se soigner, se loger, si vous n'en avez pas les moyens, c'est tant pis pour vous, c'est chacun pour soi. Chaque jour, chacun pense devoir, pour s'en sortir, affronter l'humanité entière et croit que personne ne sait qu'il existe, que personne ne se soucie de lui.



Divisés, nous sommes dominés. Dominés parce qu'empêchés de décider par nous-mêmes, dominés parce que soumis au chantage, réduits au silence le jour un plan « social » s'abat. Dominés parce qu'entravés en permanence de choisir sa vie, ses études, son lieu d'habitation, le sens de son travail. Dominés parce que sous-payés parce qu'on est une femme, un jeune, un immigré, et qu'en 2012, cela suffit encore pour nous traiter en salarié ou en citoyen de seconde zone.

Oui, tant que nous sommes divisés, ils règnent.

La violence de cette société est partout. Celles et ceux eux qui souffrent le plus, ont honte, se taisent, rasent les murs.

Quand on n'est pas encore tombé, on préfère prendre ses distances pour se protéger, dès que possible aller vivre ailleurs, un peu plus loin, pour échapper au malheur, quitter la grande ville et ses solitudes, quitter la banlieue et la stigmatisation. On en vient à avoir peur de ses semblables en croyant se protéger des difficultés qui nous frappent tous.

En vérité, la République est malade de la violence du fric, malade de la loi du plus fort, malade de la précarité généralisée et du chacun pour soi.

Tous les jours, on assigne les gens à leurs difficultés quotidiennes comme si la violence du monde leur tombait dessus sans que personne ne puisse lui faire face.

Mais c'est le système du fric, et ses valeurs de compétition et de concurrence qui opposent et tuent nos solidarités.

Au royaume du capitalisme, l'égoïsme des intérêts est roi.

Quand Mittal, le financier de l'acier, dispose à lui seul du pouvoir de vie ou de mort sur la sidérurgie nationale, à Fos, à Florange ou ailleurs, et qu'il continue sans vergogne d'empocher crédits d'impôts et aides publiques, qu'il impose sa loi au nouveau gouvernement, c'est que quelque chose ne tourne plus rond dans la République.

Quand les actionnaires et les marchés financiers nous font la leçon tous les jours sur les dépenses publiques, et qu'en réalité le taux de perception réel de l'impôt sur les sociétés est constaté à 28 % pour la moyenne des entreprises, mais à seulement à 13 % pour les grandes entreprises et à 8 % pour celles du CAC 40, la République n'est plus tout à fait la République.

Car en République, ce n'est pas à celui qui a le moins de contribuer le plus au pot commun, ce n'est pas au travail de payer pour le capital, c'est à l'économie et aux finances d'être au service de l'intérêt général.

Quand les dividendes s'envolent, et que les files des Resto du cœur s'allongent, quand la Commission européenne veut mettre fin à l'aide européenne versée aux associations de lutte contre la pauvreté et la précarité qui aident au quotidien des millions de Français et d'Européens et que notre gouvernement ne résiste pas, la République n'est plus tout à fait la République.

Car en République, ce n'est pas au précaire de se débrouiller tout seul, c'est à la société d'éradiquer la pauvreté en développant la solidarité et en garantissant le droit à l'emploi pour tous..

Quand les meurtres se multiplient en Corse et à Marseille, que les causes (le fric, la spéculation immobilière, les trafics mafieux) sont parfaitement identifiées, et que l'État ne trouve jamais aucun coupable, oui la République est malade et n'est plus tout à fait la République.

Car en République, ce n'est pas en privatisant les services publics, ce n'est pas en abdiquant devant la violence qu'on s'en débarrasse, mais c'est en faisant jouer son vrai rôle à

l'État, garant des lois, garant des droits, qu'on fait reculer l'impunité.

Quand à la tête de l'UMP, on se déchire sur fond de fraudes électorales, que seules comptent les ambitions personnelles des belligérants alors qu'on prétend vouloir gouverner la France, la République n'est plus tout à fait la République.

Car en République, ce ne sont pas les calculs égoïstes et égocentriques qui font l'homme d'État, c'est le sens de l'intérêt de la France, c'est l'attention constante portée au débat et à la décision démocratique, c'est le respect des engagements pris qui font la femme ou l'homme de gouvernement.

Quand des millions de Français sont montrés du doigt en raison de leur religion, qu'un président pour rester au pouvoir se lance dans une compétition raciste et xénophobe, ou qu'un député pour prendre la tête de son parti attise la haine dans les cours d'école avec des provocations imbéciles et humiliantes, la République n'est plus tout à fait la République.

Quand on multiplie les contrôles de police « à la gueule du client », et que des centaines de jeunes Français sont harcelés, non pas parce que leurs comportements sont suspects ou leurs agissements criminels mais parce qu'ils sont considérés a priori, à cause de leur apparence, comme suspects, la République n'est plus tout à fait la République.

Voilà la société dont nous ne voulons plus. Les puissants attisent la méfiance et les peurs. Nous y perdons tous et eux seuls y gagnent.

Nous, notre force, c'est notre unité. Unité dans l'égalité des droits. Unité dans le refus de toutes les discriminations sociales, ethniques, religieuses, sexuelles ou territoriales. Nous concevons toutes nos diversités comme le patrimoine commun de toute l'humanité, de chacune et chacun d'entre nous. Nous combattons toutes les aliénations. Nous ne voulons pas nous enfermer dans des identités étriquées et figées. Nous sommes des humains uniques et complexes, d'influences et d'appartenances multiples. Nous voulons construire ensemble un nouveau monde de partage et d'humanité.

Face à toutes les divisions, nous avons donc la solution. Rien n'est plus urgent pour sortir ensemble de la crise que de reconquérir notre liberté, de reconstruire l'égalité des droits pour tous, de refonder la fraternité.

Oui, la République que nous voulons vivre pleinement aujourd'hui, c'est la République de l'égalité sociale.

« La liberté n'est qu'un vain fantôme quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément », déclamaient Jacques l'Enragé à la tribune de la Convention en juin 1793. Face aux féodalités financières, cela demeure d'actualité.

On nous dit : « l'égalité sociale, ce n'est pas possible ». Je réponds que ce n'est pas l'égalité sociale qui est impossible, c'est de laisser les inégalités et les injustices se creuser qui rend la vie en société impossible.

La République de l'égalité sociale dans notre France du XXI<sup>e</sup> siècle n'advient pas sans une nouvelle abolition des privilèges de l'argent.

Si nous voulons l'abolition des privilèges, si nous voulons l'interdiction des licenciements boursiers, la fin des mises en concurrence systématiques, l'éradication des emplois précaires, des temps partiels imposés, c'est pour construire un nouvel âge du partage, un nouvel âge social, celui de la sécurisation sociale et professionnelle de tous, celui de la sécurisation du droit à la santé, au logement, à l'éducation.

Voilà ce qui à nos yeux devrait être le cœur des priorités gouvernementales, et non la course à la compétitivité.

La République que nous voulons vivre, c'est celle de la reconquête d'une véritable souveraineté populaire. À l'heure de la mondialisation, de l'Europe austéritaire, des actionnaires financiers, de la présidentialisation qui concentre et confisque les pouvoirs, tout doit être reconstruit.

Nous voulons le pouvoir partagé des citoyens, et non le présidentialisme qui concentre tous les pouvoirs ; nous voulons la démocratie sociale, les droits des travailleurs et l'appropriation sociale de nos métiers, de notre travail, des richesses créées ; nous voulons la mondialisation de la coopération, l'Europe de la solidarité et de la mise en commun, et non plus de la concurrence.

Le respect de la parole donnée devient une grande question politique – qu'il s'agisse de la renégociation du traité européen promise par le candidat du Parti socialiste, et abandonnée par le président élu ; qu'il s'agisse de l'annonce à l'Assemblée nationale d'un repreneur pour Florange et de sa nationalisation, abandonnée en moins de deux jours sans qu'aucune explication ne soit donnée aux salariés, ni au pays, ni à la représentation nationale.

La République que nous voulons vivre, c'est celle d'une citoyenneté pleine et entière.

C'est celle qui accorde le droit de vote des étrangers. On nous dit : « Les Français n'en veulent pas. » Je récusé cette affirmation.

De quoi parle-t-on ? Les étrangers votent aux élections locales en France quand ils sont issus de pays de l'Union européenne et cela ne choque aucun Français. Dans de très nombreux pays européens, étrangers communautaires et non-communautaires votent sans problème. Alors, quel est donc le problème ? Notre système institue une discrimination entre étrangers. Et ceux qui sont discriminés sont « les plus Français » de tous, si l'on peut dire, car ils sont issus de pays colonisés par la France, travaillant depuis des années pour notre pays, des parents d'enfants et de petits-enfants français.

Autrement dit, l'absence de droit de vote des étrangers non-communautaires organise une insupportable discrimination à l'égard de citoyens actifs et résidents de notre pays. Et cela n'est plus supportable. De quelle égalité parle-t-on quand des étrangers contribuant à produire les richesses de notre pays se voient refuser ce droit mais qu'un citoyen français comme Gérard Depardieu garde la jouissance de ses droits civiques alors qu'il déménage pour ne pas avoir à payer d'impôts en France ? La République, ce n'est pas cela. Alors oui, il faut adopter cette loi, maintenant.

La République que nous voulons vivre, c'est celle qui bannit le contrôle au faciès. Ces contrôles sont injustes et discriminatoires, et ne sont d'aucune efficacité dans la lutte contre l'insécurité ou la criminalité qui sont présentés comme leur raison d'être.

Rien ne rend acceptable de telles pratiques en République.

Voilà pourquoi le PCF mettra toutes ses forces dans la campagne pour le droit de vote des étrangers que viennent de lancer plus de 50 associations et organisations avant les élections municipales de 2014, et dans la campagne pour la mise en place de récépissés lors des contrôles d'identité.

La République que nous voulons vivre, c'est celle qui refuse le discours : « La France ne peut plus être unie, parce qu'elle est devenue trop multiculturelle ».

L'identité de chacun est une alchimie toujours en mouvement. L'autre est toujours en nous. Le métissage est en chacun de nous. Nous refusons l'assignation des identités figées. La culture est une construction partagée que nous voulons en toutes circonstances mettre au cœur de notre combat émancipateur. Montaigne le disait déjà dans cette France du XVI<sup>e</sup> siècle où l'Église catholique cherchait à exclure les protestants : « Un honnête homme est un homme mêlé. »

Quand on nous dit aujourd'hui : « L'islam en France, ce n'est pas notre histoire », nous récusons cette réécriture de notre histoire nationale, européenne, méditerranéenne qui est l'histoire d'un brassage ininterrompu.

Nous combattons l'islamophobie du FN et de l'UMP qui cache mal les mentalités coloniales et néo-coloniales revendiquées par ces droites revanchardes et nostalgiques.

Et c'est parce que la République dans laquelle nous voulons vivre, c'est plus que jamais la République laïque.

La laïcité, redisons-le, haut et fort, ce n'est pas l'uniforme d'une pensée quelle qu'elle soit. C'est au contraire la liberté de conscience pour tous, et donc la liberté de culte et de le pratiquer, c'est en même temps et indissociablement, le refus de la domination sur l'État et ses lois d'une religion quelle qu'elle soit.

Finissons-en avec l'instrumentalisation de la laïcité pour mieux en trahir l'esprit. Sachons au contraire faire vivre la laïcité dans la France telle qu'elle est réellement aujourd'hui.

La République dans laquelle nous voulons vivre, c'est au fond celle qui place par-dessus tout le respect de la dignité, de la dignité de chaque femme, de chaque homme, de chaque membre de notre société.

Aucun argument, aucune situation, aucune contrainte, aucune crise ne justifiera jamais à mes yeux l'acceptation que certains doivent se voir déclassés, niés dans leur dignité d'homme, comme les familles roms rencontrées ce matin dans le quartier de la Belle de Mai et les habitants de Maison-Blanche qui sont en butte aux marchands de sommeil depuis tant d'années.

La République s'élèvera et nous nous élèverons tous en cherchant à répondre toujours par le haut à cette ambition d'égalité et de dignité.

Alors, sommes nous impuissants ? Je le répète, nous sommes en réalité divisés.

En reconstruisant une société solidaire, nous serons plus forts tous ensemble.

Nous pouvons mettre fin aux divisions et, si nous y arrivons, il n'y aura ni maîtres, ni esclaves mais une société d'hommes et de femmes libres et égaux.

La République est notre bien commun, c'est pour la refonder que nous voulons refonder l'égalité, sans laquelle il ne peut y avoir ni liberté, ni fraternité.

Ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous différencie.

Il est temps de décréter à nouveau le salut commun.

Oui, le temps est venu de mettre l'égalité au pouvoir, le temps est venu de proclamer à nouveau la Conjuración des Égaux en marche.

Vive la Liberté, vive l'Égalité, vive la Fraternité ! Vive la République, vive la France !

Et vive le Parti Communiste Français !

## « L'ennemi principal est dans ton propre pays » (Karl Liebknecht, août 1914)

La déclaration de la CGT de FSU et de Solidaires en soutien aux rebelles Syriens provoque de nombreuses réactions vives qui parfois réduisent le débat au choix entre le soutien au régime Assad, ou le soutien à la "révolution" avec les djihadistes financés par le Qatar et les forces de l'OTAN...

Il n'est qu'une réponse pour les militants communistes, revenir à l'analyse de classe des situations historiques et se dégager des discours médiatiques dominants. Le texte de Georges Gastaud en réponse aux échanges sur cette déclaration syndicale est donc très utile.

Il ne s'agit pas de s'aligner sur le « régime » Assad, comme ils disent, car le choix d'un régime relève de chaque peuple en vertu du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » constamment défendu par Marx et par Lénine, sans parler de Robespierre, de Jaurès ou de Ho Chi Minh. Il s'agit, pour nous Français, qui sommes les citoyens d'un pays dominé par l'impérialisme, de nous souvenir que l'impérialisme n'a pas qualité pour « libérer » des peuples et qu'il est au contraire l'ennemi principal de tous les peuples, y compris du nôtre : car « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » (Marx). Qui croit sérieusement que Sarkozy ait voulu « libérer » le peuple libyen et non pas saisir l'occasion d'une guerre civile en Libye pour engager la recolonisation de l'Afrique avec les autres prédateurs du capital anglais et américain ? Maintenant c'est carrément l'impérialisme allemand « décomplexé » qui entre dans la danse au Proche-Orient en envoyant ses fusées « Patriot » en Turquie, et cela malgré l'opposition des progressistes allemands.

Au nom de quel « droit » Hollande a-t-il « reconnu » le conseil syrien comme représentant officiel de la Syrie ?

Depuis quand, juridiquement parlant, un pays s'arroge-t-il le droit de dire QUI est légitime pour en gouverner un autre ? Il est évident que si ce « droit d'ingérence » cher au belliciste en chef BHL était universalisé, il mettrait aussitôt la planète à feu et à sang ; mais qu'on se rassure, il ne marche que du fort au faible car que dirait-on si le Tchad ou Cuba avait « reconnu » Al Gore et non Bush quand ce dernier a été « élu » dans les conditions frauduleuses que l'on sait ? Tout progressiste doit donc choisir, au niveau des principes, entre le « droit d'ingérence » NÉCESSAIREMENT IMPÉRIALISTE DANS LES CONDITIONS ACTUELLES et l'ensemble « droit des nations à disposer d'elles-même » + solidarité internationale DE PEUPLE A PEUPLE, avec les forces d'un autre pays. La ligne rouge c'est que des progressistes de nos pays impérialistes n'en appellent jamais à leurs propres gouvernants (c'est-à-dire à ceux qui

mènent la guerre de classe contre nous ici) pour apporter la « paix » dans des pays qui, comme par hasard, firent partie de l'ancien empire colonial français ! Car cela revient à demander au loup d'aller arbitrer un différend entre les moutons d'un même troupeau.

Demain ce sera au tour de l'Iran, puis à terme des « BRIC », Russie et Chine, qui sont DÉJÀ dans le collimateur des re-colonisateurs occidentaux de la planète : il suffit de regarder une carte pour voir comment la tenaille de l'OTAN se resserre autour de la Russie, des pays Baltes à l'Asie centrale en passant par la Turquie, le Japon et la Corée du nord fermant le ban à l'est. Et là encore, la question n'est pas « pour ou contre Poutine » - tout communiste ne peut que combattre son régime contre-révolutionnaire - mais pour ou contre le repartage du monde par les impérialistes.

Quant au peuple russe, l'histoire a montré qu'il est capable de s'émanciper par lui-même d'une dictature capitaliste.

Il est grave que des syndicalistes - non pas parce qu'ils sont bêtes ou méchants, mais parce que des décennies d'attaque contre le marxisme ont remplacé les critères de classe par des critères pseudo-humanitaires (forcément à géométrie variable : qui tient les médias définit le bon et le méchant tout à loisir...) - se portent à la tête de cette croisade, alors même que le pouvoir qu'ils appellent à intervenir à Damas démolit ICI ET MAINTENANT nos salaires, nos pensions, nos statuts, notre souveraineté nationale et notre industrie, en un mot notre pays qu'il est absurde de confondre avec son oligarchie destructrice. Le meilleur service à rendre aux opprimés du Sud, ce n'est pas de leur envoyer des « forces Licorne », c'est encore et toujours de renverser ICI nos propres capitalistes fauteurs de guerre.

Car la guerre est la politique (nationale), donc la lutte des classes INTERNES, continuée par d'autres moyens, et il est SUICIDAIRE pour des progressistes de demander aux loups qui nous dévorent ICI d'aller délivrer la veuve et l'orphelin AILLEURS. Quand ils se seront gavés là-bas, ils reviendront encore plus forts nous dévorer vivants ici !

Alors que se profile un nouveau cycle de guerres impérialistes qui, crise mondiale du capitalisme et faillite de la zone euro aidant, pourraient aisément dégénérer en conflits mondiaux, les communistes, les syndicalistes de lutte et les vrais patriotes républicains, doivent se souvenir du mot d'ordre de Karl Liebknecht en août 1914 : « l'ennemi principal est dans ton propre pays ».

Fraternel salut, et dialoguons dans le respect des personnes et des arguments.

## Autriche : Elke Kahr, la rebelle rouge de Graz

**Les communistes autrichiens ont obtenu presque 20 % lors des élections communales de la ville de Graz, la deuxième plus grande ville du pays.** Une occasion pour Solidaire d'interviewer la dirigeante communiste locale, Elke Kahr, aussi appelée « la rebelle rouge de Graz »

La ville de Graz compte 250 000 habitants et est la deuxième plus grande ville en Autriche. Le KPÖ est devenu le deuxième parti politique (19,8 %) après le parti de droite le ÖVP (33,7 %) et avant le parti social-démocrate (15 %), le parti d'extrême droite FPÖ (13,7 %) et les verts (12 %).

Ces résultats sont d'autant plus remarquables quand on sait que la section du KPÖ de Graz fait partie de l'opposition au sein du KPÖ. Or, le KPÖ national est électoralement plus faible (avec des résultats entre les 0,2 % et le 1 %) avec une ligne

qu'elle considère être « plus réaliste ». En effet, là où l'opposition dans le KPÖ a comme objectif le socialisme, la direction nationale du parti se limite à poursuivre « le dépassement du capitalisme vers une société plus solidaire ».

Comment comprendre ce succès électoral ?

Elke Kahr. Ce qui est apprécié par les gens, c'est que nous nous posons des objectifs réalisables et ne faisons pas de promesses que nous ne pouvons pas tenir. Dans son travail au conseil communal durant ces dernières années, le Parti communiste d'Autriche (KPÖ) s'est concentré en particulier sur le logement et est parvenu à obtenir une influence certaine dans ce domaine. Nous avons mis en place une ligne téléphonique d'appels d'urgences offrant conseil et soutien aux locataires confrontés à des difficultés.

Article complet: [http://www.editoweb.eu/nicolas\\_maury/Autriche-Elke-Kahr-la-rebelle-rouge-de-Graz\\_a5802.html](http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Autriche-Elke-Kahr-la-rebelle-rouge-de-Graz_a5802.html)